

Manifestations policières : surtout ne pas reculer, et se tourner vers le peuple !

Pour la quatrième nuit consécutive, les fonctionnaires de police se sont réunis dans plusieurs villes de France (Marseille, Lyon, Toulon, Montpellier, Paris, etc.) afin de manifester en dehors de tout appel des organisations syndicales censées les représenter.



Policiers manifestant à Paris le 20/10/2016 (AFP)

(Voir la liste exhaustive des villes concernées : [Manifestations partout en France](#))

Ce mouvement citoyen, qui prend de l'ampleur, inquiète fortement le gouvernement, qui a ceinturé la place Beauvau (Ministère de l'Intérieur) devant laquelle se sont présentés la nuit dernière plusieurs centaines de policiers en colère, aux cris de « Hollande démission », « Cazeneuve démission » et « Falcone Démission ». (NDLR : Jean-Marc Falcone est le Directeur Général de la Police Nationale).

Les policiers se sont par ailleurs rassemblés devant la tombe du soldat inconnu devant laquelle ils ont entonné la marseillaise, un acte particulièrement symbolique.

(Voir la video intégrale de la manifestation à Paris par Rémy Buisine : [VIDEO](#))

Face à un cordon de gendarmes mobiles encadré par un commissaire de police, certains policiers se sont improvisés « porte-parole » du mouvement et ont demandé à être reçus par Bernard Cazeneuve, qui n'était pas présent, affirmant qu'une délégation pourrait permettre de désamorcer le conflit.

Cette initiative est suicidaire, en ce qu'elle risque d'offrir une porte de sortie à celui qui est co-responsable de la situation que dénoncent les policiers, alors même que des concertations avec les policiers ont été annoncées partout en France pour désamorcer le conflit, sans pour autant calmer les troupes.

Par ailleurs, pourquoi court-circuiter les organisations syndicales si c'est pour faire la même chose, sans en avoir la légitimité ni le pouvoir, au risque évident de se faire rouler dans la farine par ceux dont c'est le métier ?

Les policiers savent qu'une majorité de la population les soutient, et qu'une large partie de nos concitoyens est prête à rejoindre leur mouvement, en solidarité mais aussi parce qu'ils comprennent que la sécurité des français est l'affaire de tous.

Dans ce contexte, il convient d'affirmer que reculer, c'est mourir, et que les policiers n'ont plus d'autre choix, alors que la carte de la répression a dès le départ été clairement envisagée par leur hiérarchie, que de continuer leur mouvement.

Ils doivent garder à l'esprit que ce n'est pas à leur ministre de tutelle qu'il convient aujourd'hui de s'adresser, celui-ci étant par définition en sursis à quelques mois des élections présidentielles et législatives, rien de ce qu'il pourra promettre de faire n'est crédible.

Leur premier interlocuteur, c'est le peuple français, ce sont les électeurs, ceux là qui seront à même de désigner à leur tête un « [exécutif qui tient la route](#) », et qui pourra utilement mettre en oeuvre les réformes nécessaires pour que la sécurité publique soit enfin assurée de manière responsable par des policiers soutenus et dont l'autorité sera respectée.

A travers ces électeurs, en cette période préélectorale, ce sont également les candidats qui doivent être interpellés afin qu'ils prennent en compte les doléances légitimes de ceux qui en viennent à se départir de leur devoir de réserve dans un acte de résistance sans précédent.

Enfin, les représentations syndicales doivent tirer les conséquences de ce désaveu massif et faire leur auto-critique et comprenant la part de responsabilité qui est la leur dans cette vague de colère portée par celles et ceux qui ne les reconnaissent plus comme intermédiaires légitimes.

Les rassemblements doivent continuer, les langues se délier, quitte à ce que les visages soient cachés et que des prénoms d'emprunt soient utilisés, afin de témoigner encore et encore devant les médias, sans intermédiaire ni récupération de quelque bord que ce soit.

C'est aujourd'hui la seule chance d'obtenir que soient prises en compte les véritables causes du malaise dans la police nationale, qui a raison de se révolter en cette période particulière où se joue, au delà du sien, l'avenir de la France et des Français.

Et s'il y a parmi les policiers en colère des fonctionnaires qui auraient de fausses bonnes idées telles que celle qui consiste à demander à M. Cazeneuve de les recevoir pour « désamorcer le mouvement » sans que personne ne leur ait rien demandé, qu'ils passent la main ou qu'ils se taisent !

Sébastien JALLAMION